

Audit patrimonial

Note de synthèse

Dans le cadre du projet ARTACLIM, le PNR du Massif des Bauges a commandité un audit patrimonial sur le sujet : *«Conditions et moyens de l'adaptation au changement climatique des stations des Bauges et de leur territoire. Quelles stratégies pour les acteurs concernés ?»*.

Un audit réalisé par des élèves-ingénieurs.

L'équipe d'audit est constituée de 18 étudiants d'AgroParisTech, encadrés par M. de Montbel (Enseignant- Ingénieur de recherche à AgroParisTech – UFR GVSP, chef de projet), Mme Weis (praticienne patrimoniale), M. Pupin (praticien patrimonial), M. Ollagnon (praticien patrimonial, co-responsable du projet). L'audit de 99 acteurs du territoire s'est déroulé en deux phases : macrosystémique (acteurs institutionnels) et microsystémique (acteurs du terrain), sur les quatre stations du massif (Savoie Grand Revard, Aillons-Margériaz, le Semnoz et la Sambuy) et leurs territoires, selon une grille construite en quatre registres: Identification des qualités et problèmes, Diagnostic des actions engagées, Prospective et Actions proposées. Les entretiens sont libres et volontaires, leurs propos tenus confidentiels et n'engageant à aucune obligation d'action.

Une synthèse des éléments qualifiés par les personnes auditées.

La restitution, fondée sur une reformulation de ces propos et engageant la responsabilité personnelle des auditeurs, a été qualifiée d'honnête et fiable par l'ensemble des acteurs présents. La présente synthèse est un document réalisé par l'équipe d'auditeurs et sous leur responsabilité propre, à partir du document qualifié le 16 mai. Sauf mention contraire, les éléments présentés ci-après ne font pas consensus.

Identification de la situation, des acteurs et des problèmes

Les Bauges, un territoire de moyenne montagne, entre isolement et dynamisme.

Les Bauges sont présentées comme un territoire rural de moyenne montagne unique (grande biodiversité, paysages variés, patrimoine culturel et architectural authentique).

Pour autant, la vie en milieu montagnard y est décrite comme soumise à des contraintes et des risques naturels. Il existe par ailleurs une préoccupation sur la ressource en eau. De plus, la connexion numérique, la mobilité interne et l'accessibilité posent aujourd'hui question pour le territoire.

Mais la montagne est évoquée comme vivante, attractive avec un dynamisme local bien ancré, qui joue sa carte de "poumon vert" avec son patrimoine. La présence d'un PNR est souvent ressentie comme un atout pour son rôle sur l'équilibre économie/environnement, son expertise technique, sa capacité d'expérimentation.

Un réel attachement à l'identité rurale.

Les personnes auditées évoquent un attachement historique au caractère rural du territoire.

Ainsi, il est fait état d'une identité des Bauges encore présente au cœur du massif, alors que la limite entre cœur et périphérie (au sein du PNR ou les villes portes) est décrite comme floue.

Diverses activités se superposent sur le territoire.

L'agriculture est dans les Bauges un secteur économique porteur, grâce à des filières de qualité. Elle est décrite comme s'interrogeant sur ses pratiques et sur les relations entre agriculteurs et avec l'extérieur.

La forêt est multifonctionnelle (filiale bois, tourisme, ...). Elle nécessite une gestion fine entre parcelles privées et publiques et ce alors que ses enjeux se déploient sur le temps long.

Le tourisme est enfin un pilier économique du territoire. Pour beaucoup, le ski en est l'élément principal. Celui-ci est décrit comme pouvant être bénéfique à l'écosystème économique et humain du massif. Certains remarquent cependant qu'il arrive qu'il empiète sur les autres activités et sur les milieux naturels.

Un territoire enchâssé entre des villes-portes.

Plusieurs villes-portes entourent les Bauges. Celles-ci sont décrites comme attractives mais proches de la saturation. L'urbanisation, en particulier, grignote les abords du massif. Pour beaucoup, embouteillages et pollution y amoindrissent la qualité de vie et poussent les gens vers l'îlot de verdure et de fraîcheur que constitue le massif.

Un territoire vulnérable au changement climatique.

Pour beaucoup, le territoire est vulnérable face au changement climatique. Dans les Bauges, celui-ci se caractérise par une diversité de phénomènes : modifications de la biodiversité, climatiques, du cycle de l'eau, de l'enneigement. Les impacts sur le ski et la forêt sont en particulier évoqués :

- la vulnérabilité de l'activité ski face au changement climatique revient avec récurrence ; ceci soulève des questions d'adaptation des stations et de volonté des citoyens ;
- la forêt subit déjà les conséquences du changement climatique ;
- à ceci s'ajoute un impact économique diffus, vécu comme un problème pour certains ou une opportunité pour d'autres.

Pour beaucoup, un défi à la capacité d'agir en commun sur le territoire.

Le changement climatique se joue au niveau planétaire. Pour autant, l'adaptation doit être réfléchie à l'échelle du massif des Bauges. Celle-ci amène à prendre en compte des entités administratives et politiques multiples (PNR, communes, EPCI...). Sont également en jeu d'autres entités participant au dynamisme du territoire et à son identité : les stations et leur tissu économique, les mondes agricoles et forestiers. Enfin, les habitants du massif des Bauges et ceux des villes-portes sont des entités humaines au sein desquelles se jouent des enjeux d'interrelations entre ruraux, néo ruraux et urbains.

Il en ressort que, pour nombre de personnes auditées, les Bauges sont un équilibre naturel et humain complexe. Celui-ci est impacté à tous les niveaux par le changement climatique. L'adaptation à cette complexité requiert la mobilisation de nombreux acteurs. Cela soulève la question de la forme de gouvernance en commun adaptée à cette mobilisation.

Vers des problèmes autour de l'eau.

Les acteurs nous ont évoqué des problèmes aux échelles et thèmes variés. Pour beaucoup, le changement climatique accentue les phénomènes climatiques exceptionnels comme les sécheresses et fait émerger un manque d'eau sur le territoire.

D'autres anticipent des tensions entre les acteurs au sujet de son partage et de la gestion de sa qualité, et de son stockage.

Une menace pour le vivant et ceux qui en vivent.

Pour certains, le changement climatique augmente les risques naturels et menace une biodiversité déjà fragilisée par les activités anthropiques. Celui-ci risque de mettre en difficulté les secteurs d'activités liés au vivant. D'aucuns remarquent que l'agriculture des Bauges évolue déjà dans un contexte économique et institutionnel qui lui est peu favorable et que la filière forêt-bois est fragilisée.

Un risque pour l'activité ski et des stratégies d'adaptation qui ne vont pas soi.

Pour beaucoup, l'activité ski et toute l'économie qui y est liée est menacée par la baisse de l'enneigement. De plus, entre « ski à tout prix » et diversification, les stratégies des stations sont peu lisibles et clivent les acteurs. Plus généralement, certains évoquent une difficulté à concilier attractivité touristique, activités agricole et forestière et préservation de l'environnement.

Certains évoquent un problème de prise de conscience et d'inertie dans l'action.

Beaucoup identifient des difficultés dans la prise de conscience du changement climatique : sensibilisation coûteuse et incertaine, conséquences peu visibles du phénomène, connaissances limitées et peu accessibles...

D'autres font état d'une inertie dans la mise en route de l'action liée au manque de solutions techniques et de prise de responsabilité individuelle face à un problème global. Pour certains acteurs, les sphères administratives et politiques ne sont pas encore dans une dynamique d'adaptation du changement climatique. Et pour certains, le PNR est un outil pas assez exploité et/ou mal compris.

Avec un enjeu de cohésion du territoire qui, pour certains est un problème.

Pour certains, le territoire est globalement en perte de dynamisme avec un dépeuplement d'actifs. Il y a aussi une forte pression touristique et urbaine qui pose des problèmes de mobilité et d'aménagement.

De plus certains ressentent un manque de cohésion entre les acteurs du territoire qui est renforcée par des visions qui s'opposent souvent (intérêt économique et protection de l'environnement), et une relation stations-territoire fragile. Enfin pour certains, la sur-fréquentation touristique, la déconnexion de la population à la nature et le déséquilibre urbain-rural contribue à une perte d'identité sur le territoire.

Les personnes auditées ne partagent pas de problème des problèmes commun.

Le problème des problèmes n'est pas le même pour chacun : directement lié au changement climatique pour certains, il est plutôt dû à des tendances de fond de la société, à des choix politiques, ou à un manque d'organisation inter-acteurs pour d'autres.

Diagnostic de l'action engagée

De nombreux acteurs actifs sur la problématique ont été cités.

Des réponses publiques à tous niveaux.

Pour certains, les communes et les élus sont actifs, par la réalisation de projets qui impulsent des dynamiques de changement (urbanisation, aménagements). Ils font le lien entre les acteurs et servent de relais financiers mais semblent parfois favoriser des intérêts individuels.

Les EPCI, le département et la région apportent des moyens financiers pour réfléchir l'offre touristique, le transport et la gestion de l'eau. Pour certains, ces actions restent insuffisantes et manquent de cohérence. En ce qui concerne le PNR, il est perçu par certains comme un leader du territoire et un expert technique, qui accompagne et fédère les acteurs face au changement climatique. Il donne du poids aux réalités rurales mais pour d'autres, ses actions manquent d'efficacité.

L'Europe, L'Etat et les agences (Eau, Santé) engagent des actions financières et scientifiques pour anticiper le changement.

Pas de stratégie d'ensemble des stations, mais des réponses engagées individuellement.

Quant aux stations, elles ont engagé, ou non, des actions différentes en fonction de leurs spécificités. En premier lieu, l'avenir du premier domaine d'Aillons Margériaz est pour certains

hypothéqué (manque de neige, enjeux financiers). Peu d'actions sont évoquées (*NDR. ce qui ne veut pas dire qu'elles n'existent pas*). Savoie Grand Revard s'est déjà lancé dans une diversification. Cependant, le projet de construction d'une déviation fait débat, notamment sa partie souterraine. Le Semnoz, « poumon vert » d'Annecy, est un stade de neige qui sert à l'apprentissage du ski. Là aussi l'investissement dans de gros aménagements pour la station fait débat. La Sambuy est décrite comme bénéficiant d'une exposition qui favorise le maintien de la neige. Là aussi, cependant, des impacts sur l'activité ski sont évoqués. Une réflexion active sur le tourisme quatre saisons en a fait, pour beaucoup, un prototype de diversification.

Tourisme, forêt, agriculture, société civile : une multitude d'actions en ordre dispersé.

Les professionnels du tourisme diversifient leurs activités mais parfois ne respectent pas l'environnement. Les acteurs de la forêt, publics et privés, sont engagés dans une adaptation technique qui ne va pas sans difficultés.

Dans le domaine agricole, la Chambre d'Agriculture, l'association foncière pastorale, l'Institut de l'élevage accompagnent les agriculteurs et apportent des formations pour s'adapter. Pour beaucoup, des agriculteurs s'adaptent déjà individuellement et collectivement.

Les acteurs de la société civile, les associations et les entreprises s'engagent à leur échelle pour s'adapter ou sensibiliser, même si cela paraît parfois trop inégal et difficile à évaluer.

Une capacité d'action en commun sur le territoire.

Les acteurs du territoire des Bauges disposent d'outils qui leurs permettent de monter des projets collectifs. Ils savent se regrouper au sein et entre différentes filières. Cela facilite la construction de projets à grande échelle mais au prix, parfois, d'une complexification accrue.

Concernant les stations, certains évoquent l'établissement de liens particuliers avec les autres acteurs du territoire. Certains y voient une source de tensions et pour d'autres de coopération.

Pour beaucoup, une réponse globale encore insuffisante

Les personnes auditées évaluent souvent les actions d'adaptation au changement climatique comme décalées de la réalité tant sur les échelles de temps et d'espace. La prise de conscience ne semble pour certains pas à la hauteur des enjeux et inégale sur le territoire. D'aucuns ajoutent que, bien qu'il y ait des initiatives mises en place, ces dernières ne sont pas assez suivies.

Pour une partie des audités, cependant, il est encore facile de s'adapter car les changements actuels ne sont pas encore trop importants.

Prospective

Les personnes rencontrées se projettent dans une variété d'horizons temporels et spatiaux.

Si on se place maintenant dans une démarche prospective, les différents acteurs audités perçoivent un très large spectre d'horizons temporels à considérer, qui vont de l'immédiat au tournant du prochain siècle (pour évaluer les changements de trajectoire opérés). Même chose pour les horizons spatiaux, qui vont de l'échelle individuelle à celle du globe, en passant par les différentes échelles administratives (PNR, EPCI, collectivités) et géographiques.

Des scénarii marqués par l'enjeu de la capacité ou non à s'adapter.

Au niveau des scénarii, le tendanciel signifie pour certains une prise de conscience des enjeux climatiques et un renforcement des initiatives collectives. Pour d'autres, la tendance est celle d'une fragilisation de toutes les dimensions du territoire par un changement climatique auquel on n'aura pas su s'adapter.

Cette fragilisation générale a également été mentionnée comme scénario négatif. Elle était pour certains liée à des conséquences négatives et incontrôlées du changement climatique, et pour d'autres à de mauvaises directions prises dans l'adaptation.

Pour le scénario positif, la gestion en commun des enjeux pour une adaptation réussie a été mentionnée par de nombreux acteurs. D'autres éprouvaient cependant des difficultés à voir une issue positive à la situation.

La prise de conscience et la qualité de l'action en commun, enjeux pivots.

Un des enjeux de l'adaptation au changement climatique du territoire pour les audités est l'action ensemble. Celle-ci correspond au fait de vivre ensemble sur le territoire en misant sur un développement économique durable et en préservant le massif.

La préservation du territoire, malgré le changement climatique, passe pour beaucoup par la prise de conscience des enjeux, l'organisation de la co-action (pour sortir de l'individualisme), l'implication des élus et la mobilisation de la jeune génération.

Menaces et atouts.

Beaucoup identifient comme des menaces sur le territoire:

- les phénomènes climatiques et anthropiques qui pourraient s'amplifier,
- la structure politique et administrative,
- des tendances sociétales qui pourraient freiner l'adaptation au changement climatique.

Pour parvenir au scénario positif, le territoire des Bauges peut s'appuyer sur sa qualité de vie et sur ses patrimoines naturels et culturels exceptionnels, qui suscitent l'attachement de la part des habitants comme des touristes.

De plus, les acteurs du territoire, conscients de la nécessité d'adaptation et volontaires pour travailler ensemble et mener des projets, sont évoqués comme un atout fort du territoire.

Propositions d'Action

L'état d'esprit pour agir : pour beaucoup un souhait de commun et de prise de conscience partagée.

En ce qui concerne les exigences-qualités des acteurs audités, certains envisagent des prérequis pour la conception d'une action : la prise de conscience des enjeux environnementaux ou la volonté de penser des activités modulables sur le long terme. D'autres ont décrit un état d'esprit pour agir qui devrait être humble, lucide, courageux, ambitieux et exemplaire pour aboutir à une dynamique collective.

En effet, le besoin de rompre avec l'individualisme a été souligné avec un besoin d'agir en commun, entre secteurs d'activité et entre les élus et les citoyens.

Trois grands objectifs sont ressortis : construire un projet commun d'adaptation, résoudre les problèmes préexistants, maintenir et valoriser l'identité du territoire.

Le premier objectif se rapporte directement à la problématique de l'adaptation au changement climatique : « Réussir à construire un projet commun qui s'adapte au changement climatique ». Pour cela, il faudrait réussir, à toutes les échelles, à se questionner sur notre manière de vivre et notre société, afin de réfléchir et mettre en place un projet commun avec une stratégie d'action intelligente et cohérente.

Le deuxième objectif se rapporte aux « problèmes spécifiques du territoire qu'il faudrait réussir à résoudre » ; c'est-à-dire les problèmes de mobilité, notamment en repensant l'urbanisme et les modes de transports, la question du tourisme, notamment en se diversifiant, et la question de l'activité forestière et de son interaction avec les autres activités.

Le troisième objectif se rapporte à l'identité du territoire : « Préservation et maintien des activités, des ressources naturelles et des écosystèmes ». Ainsi, il faudrait réussir à préserver le

patrimoine naturel, et, au-delà, préserver les ressources humaines (en améliorant le tissu économique et social par exemple).

De nombreuses propositions d'actions, « en silos ».

Si certains ne voient aucune possibilité d'action, beaucoup envisagent de nombreuses actions bien que toutes ne soient pas partagées.

Les champs d'action sont variés : recherche, sensibilisation, politique, agriculture, forêt, environnement, tourisme, emploi, modes de vie, urbanisme, transport ou encore gestion de l'eau et des stations. De manière générale, les acteurs ont mis en avant l'idée de communiquer auprès de la population et des touristes (via des AOP, des campagnes d'information, les programmes scolaires ...) mais aussi entre les filières.

Ils ont aussi proposé de réviser les modes de vie, l'offre de transport (transports en commun éventuellement gratuits, plus doux et adaptés aux touristes), l'urbanisme (plus vert, plus dense et plus proche des lieux d'activité) ainsi que les pratiques agricoles et forestières pour prendre en compte l'environnement et le changement climatique.

Par ailleurs, ils invitent à diversifier l'offre touristique des stations en proposant des activités 4 saisons et en améliorant les disponibilités d'hébergement. Enfin, des actions sur l'eau et sa gestion ont été proposées ainsi que sur l'énergie (méthanisation ou énergie solaire).

Un désir de travail en commun, sans forcément que celui-ci devienne un impératif systématique.

Pour le mode d'action ensemble, beaucoup estiment qu'il faut valoriser l'entraide, la discussion et le partage.

D'autres ont souligné le besoin de regroupements des secteurs d'activité pour mutualiser les savoirs mais aussi un certain décroisement pour profiter de la complémentarité de chacun. Cependant, une coopération entre les stations ne fait pas sens pour tout le monde. Pour certains, il est important d'avoir des « ambassadeurs », personnes conscientes des enjeux et motivées pour y répondre, afin d'entraîner toute la population dans une stratégie en commun.

Une variété de chemins de changement, mais un relatif accord sur la nécessité de renouveler la façon de construire des réponses.

Pour la mise en place de ces propositions d'actions, les acteurs audités ont présenté, quand ils le pensaient nécessaire, différentes perspectives de chemins de changement.

Pour certains, il faudrait commencer par des actions secteur par secteur (agriculture, forêt, tourisme...). Pour beaucoup, un engagement concret et audacieux dans la transition écologique et l'adaptation ainsi qu'un appui sur les connaissances scientifiques et techniques sont des premières étapes primordiales.

Enfin pour beaucoup d'acteurs audités, un chemin de changement majeur est un changement de perspective dans la manière de construire les projets avec des changements d'échelle, de culture politique, davantage de dialogue et de concertation, en s'inspirant de ce qui a été fait ailleurs et en exploitant la dynamique citoyenne locale.

Une réussite qui pour certains relève de critères mesurables et pour d'autres d'une qualité de la vie commune.

Il existe autant de critères d'évaluation que de personnes auditées. En revanche, ces critères peuvent être regroupés en deux catégories : pour certains, ce sont des critères mesurables établis (équilibre économique, tourisme diversifié et attractif, activités agricoles et forestières maintenues, etc) et pour d'autres un état d'esprit retrouvé (démarche positive, offensive et solidaire, co-construction, harmonie, bien-être et bonheur, qualité de vie préservée, etc).